

Pouvoir et liberté : une tension inhérente au champ politique

Tomás Ibáñez

Il suffit de considérer, par exemple, les thèses libérales sur la liberté pour se rendre compte que la manière dont est conçue la liberté est lourde d'effets politiques et de conséquences de divers types¹. Cela n'est pas surprenant car l'idée qu'une société se fait de la liberté contribue à orienter les comportements de ses membres, à modeler les subjectivités, et à dessiner ne serait-ce que partiellement les rapports de domination qui la parcourent. De même, il suffit de contempler les caractéristiques des sociétés contemporaines pour s'apercevoir qu'il y a une manière de construire le concept de liberté et de le faire fonctionner dans les pratiques et dans l'imaginaire social qui, paradoxalement, transforme la liberté en un instrument d'asservissement.

En effet, jamais comme à notre époque la liberté n'aura été autant sollicitée par les dispositifs de domination et n'aura figuré aussi profusément dans le discours des instances dominantes. C'est un peu comme si la liberté constituait une référence indispensable pour le bon fonctionnement de l'actuelle économie de marché capitaliste, et pour la gestion moderne du domaine politique. C'est ainsi, par exemple, que le consommateur est construit comme un sujet libre, constamment sommé d'agir librement, et c'est à sa liberté de choix qu'il est fait appel sans relâche pour stimuler en lui une compulsion acquisitive. C'est ainsi, également, que dans des segments de plus en plus nombreux du

1 Une première mouture de ce texte ayant été exposée lors de la chaleureuse rencontre du collectif Réfractons en Juin dernier à Fleurville, j'ai pu bénéficier d'un certain nombre de réflexions qui m'ont été bien utiles pour l'élaboration finale, même si je ne suis pas du tout certain de leur avoir rendu pleinement justice.

tissu productif et du secteur des services, il est fait appel à la liberté du travailleur pour qu'augmente sa rentabilité, et c'est sa liberté qui est mise directement à contribution pour accroître la compétitivité. Enfin, il est inutile de rappeler ici qu'en ce qui concerne la sphère politique c'est précisément dans la référence à la libre expression de la volonté des citoyens que les démocraties parlementaires placent leur source ultime de légitimité. Mettre à jour les multiples procédés auxquels recourent les dispositifs de pouvoir pour nous construire comme des sujets libres et analyser les diverses utilités qu'ils en tirent, se présente, sans doute, comme une tâche de longue haleine mais qui pourrait se révéler bien utile pour contrer la domination.

L'un des procédés pour faire de la liberté un instrument d'asservissement consiste à la concevoir comme «un bien» dont les sujets peuvent disposer en quantité plus ou moins grande, ou bien comme une «condition» dans laquelle ils peuvent se trouver, ou encore comme un type «d'espace» auquel ils peuvent accéder. Considérer la liberté comme un bien dont on peut disposer en quantité variable n'est pas tout à fait faux, certes, mais cela peut être utilisé pour imprimer à la liberté la forme de la marchandise et pour la faire rentrer de plain-pied dans le domaine de la consommation. Il n'y a qu'à voir, en effet, comment les campagnes de publicité nous incitent à faire un tour par les marchés pour y acquérir de la liberté, tout en nous cachant, bien sûr, que le prix à payer hypothèque lourdement notre liberté. Les chants de sirènes nous disent que l'achat de telle marque de voiture nous rend libres, ou accroît indéfiniment notre liberté, et que plus la voiture est chère plus nous capitalisons de la liberté, mais ils gardent le silence sur le fait qu'il nous

faudra peut-être laisser la voiture au garage car nous devons travailler encore plus d'heures pour la payer.

C'est également sur de l'asservissement que peut déboucher la liberté quand on la considère comme une condition dont nous bénéficions éventuellement, où comme un espace auquel nous pouvons accéder. En effet, il est bien souvent entendu que jouir de liberté revient à se trouver dans un état d'où la contrainte est bannie, et qu'accéder à un espace de liberté c'est se mouvoir dans un espace exempt de domination. En réalité ces conceptions de type libéral facilitent l'exercice du pouvoir en masquant sa présence dans toutes les situations qu'elles couvrent du manteau de la liberté. Nous y reviendrons, mais signalons déjà qu'un espace de liberté ne peut être perçu comme étant dépourvu de domination que si nous postulons la neutralité des pratiques qui l'ont instauré et qui s'estompent dès qu'il est institué, ne laissant voir que le produit mais jamais le processus qui l'a engendré. De même, lorsque le libéralisme conçoit la liberté comme étant la possibilité de pouvoir faire ce que l'on veut il fait l'impasse sur ce qui nous amène précisément à vouloir ce que nous voulons et sur les procédés de subjectivation, c'est-à-dire sur le jeu de pratiques et d'institutions qui nous constituent comme sujets.

Curieusement, il a circulé et il circule toujours au sein du mouvement anarchiste, et parfois au sein des textes fondateurs de l'anarchisme, des manières d'entendre le pouvoir, d'une part, la liberté, de l'autre, et de concevoir le rapport entre ces deux phénomènes sociaux, qui trouvent des points de résonance avec les conceptions libérales de la liberté. En fait, si l'anarchisme semble rejoindre le libéralisme sur certains points c'est parce qu'il établit,

bien souvent, un face à face pouvoir-liberté avec un rapport d'exclusion entre eux, un rapport d'exclusion qui, poussé à l'extrême, serait du genre : « pas de liberté là où il y a du pouvoir, et pas de pouvoir là où règne vraiment la liberté ». Dans la mesure où le masquage, par le libéralisme, du pouvoir qui structure les espaces présentés comme étant des espaces de liberté remplit en fait une fonction de domination, il est raisonnable de craindre que le rapport antinomique que l'anarchisme établit entre pouvoir et liberté nous laisse désarmés devant les formes les plus subreptices de la domination, ou même qu'il les favorise. Les effets politiques d'une telle éventualité sont suffisamment importants pour qu'il vaille la peine de tenter une réflexion sur le jeu de relations qui se déploient entre le pouvoir et la liberté.

Mais, au préalable, il me semble utile d'ouvrir ici une parenthèse pour exposer un point de méthode qui peut éclairer la portée et les limites de la réflexion que je propose. On trouve dans le sens commun et dans les savoirs populaires bien des idées concernant la liberté qui sont tout à fait pertinentes. Ainsi, il est assez évident que si l'on peut nous priver de liberté, ou de certaines libertés, ce ne peut être que parce que nous avons, effectivement, ces libertés. Cela veut dire que nos libertés existent, en plus ou moins grand nombre, que notre liberté est plus ou moins étendue, et que nous pouvons l'accroître ou au contraire voir comment elle diminue. Il est clair, également, pour ne mentionner qu'un dernier exemple, que face à un état de captivité le fait de passer à un état de liberté, ou d'accéder à la condition d'un être libre, suppose une énorme différence. Prétendre déclarer fausses ces conceptions, et bien d'autres du même genre, serait absurde et cela s'éloigne tout à fait de mon propos. En effet, je ne

dis pas que ces idées sont fausses, mais qu'il y a d'autres manières de concevoir la liberté et qu'il vaut la peine de les explorer. Non pas comme un simple divertissement intellectuel mais pour deux raisons qui me semblent importantes. En premier lieu, parce que le fait de mettre entre parenthèses les idées reçues sur la liberté, en en formulant de différentes, nous permet de problématiser ces idées reçues, de les rendre étranges, et de faire affleurer certains des effets négatifs qui accompagnent leur acceptation acritique. Des effets qui peuvent consister, par exemple, à renforcer la domination. En deuxième lieu, parce que l'anarchisme étant un des mouvements politiques et des courants de pensée qui s'est attaqué le plus directement aux dispositifs de domination au nom de la liberté, il ne peut maintenir la force et la précision de ces attaques que s'il réactualise sans cesse son appréhension de ces deux phénomènes en remettant sur le chantier, autant de fois qu'il le faudra, son exploration du jeu de relations qui s'instaure entre le pouvoir et la liberté.

La parenthèse étant fermée, il faut dire que ce jeu de relations est bien plus complexe que ne le laisse penser le simple rapport d'exclusion mutuelle si fréquemment postulé dans la pensée anarchiste, car il semble bien que la liberté soit une condition du pouvoir puisqu'il faut qu'il y ait de la liberté pour que le pouvoir puisse s'exercer, et, réciproquement, le pouvoir est, à son tour, une condition de la liberté car c'est dans la lutte contre ses effets, c'est-à-dire dans la résistance contre le pouvoir que la liberté se constitue et se déploie.

Cela évoque Foucault, bien sûr, mais c'est parce que je suis persuadé que sa manière d'envisager les relations de pouvoir peut se transposer pratiquement telle quelle au domaine de la liberté et se

révéler utile pour repenser la nature de la liberté. Il s'agirait, tout d'abord, de ne pas la concevoir comme une substance, comme quelque chose que l'on pourrait posséder en quantité plus ou moins grande, ou comme un état dans lequel on pourrait se trouver lorsqu'on est libre, mais comme quelque chose qui, comme le pouvoir, n'existe que dans et par son exercice. C'est-à-dire, non pas la liberté, mais toujours et seulement des pratiques de liberté, ce qui suggère au passage que la liberté est sans doute tout aussi multiple et polymorphe que le pouvoir lui-même. Ensuite, il s'agirait de penser la liberté non pas comme ce qui se déploie dans un espace dépourvu d'entraves, mais comme quelque chose qui se construit au sein d'un champ de forces. C'est-à-dire comme une entité qui se constitue contre ce qui s'oppose à elle tout en la rendant possible. Enfin, il faudrait concevoir la liberté non pas comme quelque chose qui se limite à n'être que la réalisation d'un vouloir, mais plutôt comme une pratique qui met en œuvre une capacité créatrice, et qui, dans le cours de son propre développement construit des réalités et ouvre des champs de possibilités.

Cette manière foucaldienne d'entre-lacer le pouvoir, la liberté, et la résistance inscrit directement la liberté dans le champ politique car l'articulation entre le pouvoir et la liberté se trouve précisément au cœur de la question politique. D'ailleurs, c'est bien ce rapport de la liberté au pouvoir qui est posé par les penseurs libéraux, c'est-à-dire par les modernes, dès qu'ils abordent la question de la liberté politique et cherchent à résoudre la tension inhérente au rapport entre l'individu et la société.

John Stuart Mill déclarait par exemple qu'il voulait traiter de «la liberté sociale ou civile, c'est-à-dire de la nature et des limites du pouvoir que la société peut

exercer légitimement sur l'individu». Et cela l'amenait à poser «des limites morales» au pouvoir des gouvernements en exigeant «la neutralité du pouvoir public quand aux valeurs et aux choix de vie des individus.»

C'est aussi la question du pouvoir politique qui se trouvait directement posée par les anciens puisque la liberté consistait pour eux dans la capacité et dans la possibilité de prendre part aux décisions politiques, et de participer au gouvernement de la communauté à laquelle on appartient.

C'est donc bien de politique qu'il s'agit lorsque l'on contemple les rapports entre pouvoir et liberté et ce sont trois approches concernant ces rapports que je voudrais esquisser ici.

Dans une première approche, il apparaît que, si la liberté présuppose le fait de ne pas être soumis au pouvoir exercé par autrui, qu'il s'agisse d'un autrui individuel ou collectif, si elle suppose de ne pas être dirigé par autrui, de ne pas dépendre de sa volonté, alors le thème de la liberté renvoie à la source des décisions qui nous concernent, et plus précisément à la question de savoir si nos décisions proviennent vraiment de nous-mêmes (indépendamment de ce que ce «nous-mêmes» renvoie à un sujet individuel ou collectif), et à la question de savoir si, oui ou non, nous agissons de nous-mêmes, ce qui constitue d'ailleurs la condition pour que nous soyons proprement responsables de nos actes, tant à nos propres yeux comme à ceux d'autrui.

L'anarchisme s'est beaucoup soucié des modalités de la décision ainsi que de la source des décisions, aussi bien sur le plan collectif que sur le plan individuel, et il ne fait aucun doute que la contribution conjointe de la pensée et des pratiques anarchistes constitue un apport majeur à l'élaboration dans la sphère politique de

modes de décision qui favorisent l'exercice de la liberté.

Cependant, même si le fait de renvoyer la liberté à la capacité de décider par soi-même est quelque chose de tout à fait primordial, cela est loin d'être suffisant car même si c'est nous-mêmes, sujet individuel ou collectif, qui décidons nous ne pouvons le faire qu'en fonction des options qui sont présentes, et qui sont effectivement disponibles dans une gamme de choix possibles. Il est clair que dans la mesure où nous sommes contraints par l'éventail des choix possibles il s'avère que la modalité et la source de la décision ne constituent qu'un aspect de la liberté.

D'où la nécessité de considérer une deuxième approche des rapports entre pouvoir et liberté dans laquelle la liberté est renvoyée cette fois à la possibilité d'articuler des pouvoirs, entendus au sens de capacités, et à la possibilité d'élargir la gamme des choix possibles en même temps que d'assurer, voire d'améliorer, leur accessibilité. En effet, l'exercice de la liberté a besoin d'instruments, de ressources, de moyens, en l'absence desquels la liberté se trouve réduite, comme nous ne le savons que trop bien, à quelque chose de purement formel et abstrait.

Cette liaison entre la possibilité formelle de développer des pratiques de liberté et la disponibilité pratique de ressources et de moyens pour le faire signifie que l'exercice de la liberté est indissociable d'un mode d'organisation sociale sur le plan économique et politique qui le rende possible. Un mode d'organisation qui n'a pas à être nécessairement conçu comme devant porter sur la totalité sociale et qui peut ne concerner que des espaces sociaux localisés.

Ce sont certaines conditions sociales qui rendent possible l'exercice de la

liberté, et cela veut dire que l'anarchisme, en tant qu'il milite pour le développement de pratiques de liberté, doit donc, nécessairement et pas optionnellement, se préoccuper des conditions sociales, économiques, politiques nécessaires pour que ces pratiques puissent se déployer.

Cela semble tout à fait logique si l'on part du principe que les aspects de la liberté qui sont le plus nettement politiques sont inséparables de la problématique du gouvernement des sociétés ou des collectifs sociaux. À savoir, modes de participation aux décisions prises par et pour le collectif social, mode de gestion de ces décisions, effets produits par tout cela sur la conformation des sujets et sur leur mode d'existence, etc.

Incidemment, il résulte que si pour pouvoir exister la liberté requiert certaines conditions sociales, économiques et politiques cela implique que la liberté, loin d'être une valeur absolue, est dépendante d'autres valeurs, telles que celles d'égalité ou de justice par exemple qui peuvent en moduler l'exercice, et c'est pourquoi l'anarchisme ne conçoit la liberté qu'en conjonction avec d'autres valeurs qui en précisent le sens.

Il en résulte aussi que la liberté du sujet est directement inscrite dans le social. Loin d'être une affaire individuelle elle ne peut que s'articuler avec la liberté des autres parce qu'elle constitue une des conditions de possibilité de la relation sociale elle-même. En effet, la relation aux autres, l'interaction sociale, ne peut se constituer que parce que nos conduites ne sont pas strictement déterminées et qu'elles comportent des marges de liberté, autrement il n'y aurait que des relations causales comme celles qui jouent entre les objets physiques, et nul lien social ne pourrait s'établir.

Enfin, dans une troisième approche les rapports entre pouvoir et liberté renvoient à la problématique de la résistance. En effet, il y a dans l'imaginaire de la liberté, du moins dans celui que nous a légué la modernité, l'idée que celle-ci consisterait en ce que nous puissions nous mouvoir dans un espace dépourvu de résistances, dans un espace où rien ne s'opposerait à ce que nous puissions nous déplacer à notre gré et faire ce que nous voulons. Les considérations de Th. Hobbes ou de J. Stuart Mill sur la liberté définie en termes négatifs comme étant l'absence d'entraves qui interfèrent avec la volonté du sujet en contrariant son accomplissement, sont sans ambiguïté à ce sujet.

Il a été souvent signalé, et cela a été évoqué plus haut, que cette idée libérale de la liberté comme l'espace dans lequel on peut se mouvoir sans interférences laisse de côté le problème de la constitution même de cet espace qui, loin d'être neutre, est produit par des dispositifs de pouvoir. En effet si les interférences sont invisibles ce n'est que parce qu'elles sont déjà incorporées dans cet espace ou nous avons le sentiment d'être libres.

Mais cette idée libérale de la liberté comme déplacement dans un espace sans entraves laisse aussi de côté une deuxième question qui me semble encore plus importante que la première et qui concerne le mode de constitution des pratiques de liberté.

En effet, loin de requérir un espace dépourvu de résistances pour pouvoir s'accomplir il apparaît que les pratiques de liberté consistent précisément à vaincre des résistances, à parvenir à faire ce que nous voulons faire en surmontant un ensemble de résistances.

Il y a un élément qui aurait pu nous mettre sur la piste de cette façon de voir les choses car il semble bien qu'il faille

éprouver la résistance du monde (y compris celle de nos semblables) pour que le sentiment de la liberté se constitue. Sans l'expérience de ne pas pouvoir faire toujours ce que l'on veut on ne pourrait pas construire l'idée de liberté, car celle-ci n'aurait rien de quoi se distinguer. C'est très probablement dans l'expérience de vaincre les résistances du monde, y compris celle d'autrui, que naît en nous le sentiment et le plaisir de la liberté.

La considération de cette source originaire du sentiment et de l'idée de liberté semble donner raison à Foucault lorsqu'il rattache l'idée de liberté à celle de résistance et soutient qu'il n'y a pas de pouvoir sans résistance tout comme il n'y a pas non plus de résistance sans liberté. Le pouvoir ne peut s'exercer que sur la liberté, et il ne peut pas y avoir de relations de pouvoir si les sujets ne sont pas libres et s'ils sont incapables de refus ou de révolte, même s'ils doivent inhiber de manière circonstancielle cette capacité.

Attention, cela ne veut pas dire que le pouvoir ne travaille pas à contraindre la liberté, à la traquer et à essayer de l'annuler, le pouvoir se définit bien évidemment contre la liberté, mais cela veut dire tout simplement qu'il n'a de réalité que dans son rapport antagonique à la liberté. Si celle-ci est inexistante le pouvoir perd sa propre signification en tant que pouvoir.

Le pouvoir ne s'exerce que sur des sujets capables de développer des pratiques de liberté, c'est-à-dire susceptibles de choisir entre plusieurs conduites, car lorsque la détermination est saturée, lorsqu'il n'y a pas de choix possible et qu'un seul chemin est ouvert, il n'y a pas relation de pouvoir mais seulement un rapport physique de contrainte ou un dispositif de guidage sans failles. S'il n'y a pas de possibilité de résistance le sujet

est pris dans un système de déterminations plus que dans un faisceau de relations de pouvoir et il importe de ne pas confondre un système de déterminations et un système de pouvoir. Ce n'est que dans ce dernier qu'il peut être question de liberté. Il n'y a pas de place pour la liberté dans le premier, tout comme il n'y a pas de place non plus pour l'exercice du pouvoir pour la simple raison qu'il n'y a pas de rapports de pouvoir avec les objets, ou avec n'importe quoi qui soit pris dans un réseau de déterminations strictes.

Mais il y a un deuxième aspect qui est, sans doute plus provocant et plus déconcertant pour la pensée anarchiste classique, c'est qu'il ne peut pas y avoir de liberté s'il n'y a pas de relations de pouvoir.

Il est vrai que les pratiques de liberté se constituent contre le pouvoir, mais jamais comme quelque chose qui lui serait extérieur ou qui surgirait d'ailleurs car c'est dans la lutte contre le pouvoir qu'elles prennent forme.

D'une part, il nous est impossible de résister sans que cela implique le déploiement de pratiques de liberté, on ne peut résister qu'à partir d'une capacité à développer des pratiques de liberté qui font contrepoint au pouvoir.

D'autre part c'est dans l'acte même consistant à vaincre des relations, des effets et des dispositifs de pouvoir que se constituent les pratiques de liberté. L'exercice de la liberté ne fait sens et ne se construit que dans l'affrontement avec le pouvoir, s'il n'y a pas cet affrontement, s'il n'y a pas la recherche et l'agencement d'une fugue hors de l'emprise du pouvoir, il ne reste que la manifestation des capacités dont est porteur le sujet mais pas une expérience et un exercice de liberté. La liberté ne se trouve nulle part ailleurs que dans ce qui se produit lorsque le pouvoir est contré, c'est ce qui

accède à l'existence au sein même du choc avec le pouvoir. C'est l'étincelle que produit ce choc, et c'est pourquoi l'on peut affirmer que résister c'est déployer des pratiques de liberté.

Il est clair que cette manière de voir les choses fusionne les idées de liberté et de libération puisque ce n'est que dans la lutte pour se libérer que s'éprouve la liberté et que se construisent les pratiques de liberté. Cette fusion constitue un antidote assez efficace contre la tendance bien trop fréquente à réifier la liberté, mais elle peut induire à méprise si on la prend pour le tout de la liberté en oubliant la part de vérité que véhiculent les savoirs populaires. Ceux-ci nous disent, par exemple, que c'est bien la liberté que l'on va trouver au terme d'une libération réussie, et cela n'est pas faux non plus, mais je m'en suis déjà expliqué plus haut dans la parenthèse consacrée à un point de méthode.

Si la réflexion esquissée jusqu'ici est raisonnablement acceptable elle entraîne que la tentation de penser le pouvoir et la liberté en termes d'exclusion mutuelle est une erreur dans laquelle l'anarchisme ne devrait plus tomber. Une erreur qui a alimenté, entre autres, l'idée qu'une société sans pouvoir constituerait le lieu du règne de la liberté. Nous ne sommes libres que dans le mouvement même d'échapper au pouvoir, et pas du tout parce que nous résiderions dans un espace dépourvu de pouvoir, quand bien même cela serait possible.

La liberté est, à la fois, une pratique de résistance contre le pouvoir, et ce que produit cette résistance dans le mouvement même de son développement. Elle est tout entière dans ce développement, elle n'est donc jamais instituée, elle ne constitue jamais un produit détaché de son processus constituant, son type d'existence est de nature processuel, c'est

pourquoi elle est toujours en mouvement et ne peut jamais être considérée comme étant atteinte ou réalisée. En d'autres termes, on ne peut pas lutter pour instaurer la liberté car dès que la lutte s'interrompt la liberté s'évanouit. C'est-à-dire qu'il n'y a jamais un état de liberté, on ne l'atteint jamais, puisque celui-ci n'existe que dans la course pour l'atteindre et ne s'éprouve que dans l'antagonisme avec la domination.

Cette manière de concevoir la liberté n'est pas sans problèmes (le contraire serait plutôt inquiétant) et elle demande sans doute à être approfondie et remaniée sur bien des points, mais elle ouvre, j'espère des lignes de réflexion et, pour en revenir au début de cet article, il me semble que, sur le plan pratique, cette idée de liberté milite contre les tentatives actuelles de faire de la liberté un instrument d'asservissement. En effet, si l'idée de liberté adoptée par une partie suffisamment grande de la population était celle d'une pratique qui ne se déploie que dans la relation antagonique avec la domination, les pouvoirs auraient bien du mal à nous vendre de la liberté pour mieux nous asservir, sans se mettre automatiquement eux-mêmes au pilori.

Tomás Ibáñez

